



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La demande alimentaire des pays en voie de développement

Pierre Bechet

Citer ce document / Cite this document :

Bechet Pierre. La demande alimentaire des pays en voie de développement. In: Économie rurale. N°116, 1976. Les produits alimentaires stratégiques - deuxième partie. pp. 62-63;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2462>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_116_1_2462

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LA DEMANDE ALIMENTAIRE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

UNE ETUDE DU BUREAU AGRICOLE COMMUN

par P. BECHET

Directeur du BAC

La production agricole française augmente plus rapidement que la consommation intérieure et le solde exportable ne cesse de croître. Ainsi le taux de couverture des importations par les exportations atteignait en 1974 le chiffre de 135.

Le développement de nos exportations s'est fait au cours de la dernière décennie vers les partenaires de la CEE essentiellement puisque la part de la CEE dans le total des exportations agro-alimentaires est passée de 37 % en 1962 à 70 % en 1972. Mais au cours des deux dernières années une tendance inverse est apparue, les exportations vers les pays tiers se sont développées plus vite que vers la CEE. Il semble que cette inflexion traduit des modifications dans nos courants d'échange qui pourraient être durables, en effet :

— notre taux de pénétration sur le marché de la CEE semble plafonner dans de nombreux secteurs ;

— dans de nombreux secteurs aussi la CEE progresse vers l'autosuffisance ou même vers des excédents (blé, produits laitiers...)

— le développement économique récent de nombreux pays tiers les a amenés à se porter acheteurs sur le marché alimentaire mondial, créant ainsi de nouveaux débouchés.

Parmi les nouveaux acheteurs de produits agricoles et alimentaires, on a beaucoup parlé et on a beaucoup écrit sur les perspectives ouvertes par l'enrichissement rapide des pays détenteurs de matières premières et surtout de pétrole.

Tout récemment encore, on a beaucoup parlé de la pénurie alimentaire mondiale et des besoins croissants des pays en développement dont la production agricole ne suit pas le rythme de la démographie. Les plus riches de ces pays pourraient constituer un débouché pour les agriculteurs des pays développés, tandis que les plus pauvres pourraient profiter de transferts en provenance des pays développés et des « nouveaux riches » pour acheter à l'extérieur les produits alimentaires dont ils ont besoin.

L'objet de l'étude est de préciser l'importance et la structure du marché potentiel que représente le groupe des pays en développement sur le plan des produits alimentaires et la place que la France a tenu jusqu'ici dans les courants d'échange.

L'insuffisance de l'analyse statistique

Vouloir couvrir la situation des pays en développe-

ment est une opération ambitieuse puisque les classifications utilisées habituellement en dénombrent environ 180. Chacun d'entre eux a une physionomie parfaitement originale, et, c'est un raccourci commode mais trop simplificateur que de traiter de l'ensemble du groupe. Seule l'importance considérable des écarts entre la situation économique de la quasi totalité de ces pays et de ceux du groupe des « développés » peut justifier les considérations générales qu'on tire de la comparaison. Encore faut-il souligner que les indicateurs économiques fournis par la statistique internationale présentent la double faiblesse d'une insuffisance conceptuelle et aussi d'une mauvaise qualité du chiffre lui-même. Sur le plan conceptuel, dès l'instant où les situations à comparer sont très différentes, il est vain de rechercher un indicateur commun qui permette de mesurer un écart significatif. Ainsi que peut bien vouloir dire le revenu par tête exprimé en dollars pour un pygmée de la forêt équatoriale, pour qui l'opulence s'exprime normalement par le succès à la chasse ou par la possession d'un certain nombre d'objets symboles de puissance ? C'est pourtant à partir de ces critères de notre société marchande, que nous allons apprécier la situation de populations qui pour une très large part vivent dans un tout autre contexte de valeurs.

Par ailleurs la valeur des chiffres rassemblés par les organismes internationaux pour établir des séries statistiques est tout à fait variable d'un pays à l'autre. En dépit des redressements opérés par les experts, quelle signification donner à certains résultats ? En particulier dans le domaine de l'alimentation, les bilans fournis ne peuvent tenir compte correctement des ressources locales excessivement variées, pas plus que des pertes subies par les productions « classiques » au cours de la récolte, du stockage, ou de la transformation.

Pourtant, à travers ces informations, on est obligé de se faire une idée de l'évolution des besoins du monde en développement considéré dans son ensemble. L'imprécision de l'analyse menée à ce niveau montre bien qu'une approche ponctuelle par pays et même par région est indispensable pour évaluer correctement le « débouché » que peuvent présenter certains de ces pays. L'analyse globale menée ici s'est limitée à la fourniture de quelques points de repères nécessaires pour situer le marché alimentaire du monde en développement.

Les principales conclusions

— Le poids de la pauvreté du monde en développement est considérable, à tel point qu'il est difficile de

parler de marché si l'on s'en tient aux chiffres moyens établis pour l'ensemble du groupe des pays sous-développés. En fait sur les 1.900 millions d'habitants que comptent ces pays, 400 millions environ disposeraient d'un revenu par tête supérieur au vingtième seulement du revenu dont dispose l'Américain moyen.

— Très rares sont les pays ayant une population d'une certaine importance qui peuvent être qualifiés de marché potentiel si l'on en juge par le niveau et l'évolution du revenu. Ces cas exceptionnels se trouvent en Amérique latine et au Moyen-Orient et sont dans leur quasi totalité des pays vendeurs de pétrole. Sinon, la règle générale est un développement rapporté à l'habitant relativement moins rapide que dans les pays riches et parfois même la stagnation ou la régression en termes absolus.

— Sur le plan alimentaire le tableau est tout à fait semblable à celui tracé à partir des indicateurs de revenu. La quasi totalité des populations du monde en développement souffre de sous-alimentation ou de mauvais équilibres alimentaires. Plus grave encore est de constater que globalement le niveau de consommation par tête semble se dégrader légèrement sur la longue période. Les seuls pays où la demande par habitant croît sensiblement sont ceux qui semblent sortir de la pauvreté générale, soit la poignée des exceptions déjà évoquées et une petite minorité de population.

Les perspectives d'accroissement de la demande restent donc très limitées si on exclut les hypothèses malheureusement peu réalistes d'une redistribution internationale des ressources ou d'un décalage économique généralisé.

— La production agricole des pays en développement s'accroît globalement à un rythme très voisin de celui de la croissance démographique. Elle suffit donc dans l'ensemble à répondre à la demande puisque dans la plupart des pays les plus peuplés la consommation par tête stagne. Il est par ailleurs très difficile de juger ce résultat, qui apprécié en taux de croissance, est tout à fait comparable à ce qui est obtenu dans les pays développés, soit + 2,5 à 3 % par an. Cela représente dans certaines régions un résultat remarquable compte tenu des conditions naturelles défavorables auxquelles se heurte l'agriculture, ou bien au contraire, une sous-exploitation manifeste du potentiel naturel. Toutefois parmi la minorité de pays relativement favorisés sur le plan économique, le développement économique général joue pour certains d'entre eux au profit d'un développement rapide de l'agriculture : c'est le cas notamment de l'Amérique latine et de quelques pays d'Afrique où les conditions naturelles sont relativement favorables ; les besoins d'importations y resteront vraisemblablement limités. Dans les pays pétroliers du Moyen-Orient où l'accroissement de la demande alimentaire, favorisée par l'accroissement des revenus, est très fort, la production agricole locale ne paraît pas pouvoir suffire et le recours à l'importation devrait s'amplifier. Leur cas est presque unique.

— Jusqu'aux dernières années statistiquement connues (c'est-à-dire jusqu'en 1973), les pays en développe-

ment ont représenté une part modeste dans les importations mondiales de produits alimentaires, soit 18 % du total, alors que leur population représente environ la moitié de la population mondiale. En fait, jusqu'à maintenant les pays développés constituent l'essentiel du débouché pour les produits alimentaires. Ainsi l'Allemagne Fédérale importe à elle seule les deux tiers de la valeur des importations alimentaires de l'ensemble du groupe des pays en développement. Bien que la part de l'OPEP soit rapidement croissante, elle ne représenterait encore qu'un peu plus de 3 % des importations mondiales en 1973 ou encore le quart des importations de l'Allemagne fédérale. Il est donc prématuré de célébrer l'avènement des « nouveaux riches » sur le marché mondial de produits alimentaires comme un élément qui bouleverserait les équilibres actuels.

Parmi les autres pays en développement qui interviennent pour une part notable sur le marché des produits alimentaires, les pays d'Amérique latine sont en décollage avec des perspectives d'expansion des importations moins brillantes que les pays du Moyen-Orient puisque, nous l'avons souligné, leur propre agriculture est également en plein décollage. Il y a enfin la clientèle politique des USA : Corée du Sud, Vietnam du Sud (jusqu'en 1973), les Philippines, Formose... dont l'avenir des importations alimentaires est étroitement lié à l'évolution de la politique extérieure des USA. Pour la masse des autres pays en développement, les perspectives d'importations alimentaires restent très étroitement dépendantes de l'aide internationale ou bilatérale qui leur est accordée, il n'y a pas à proprement parler de marché.

— La structure des importations alimentaires des pays en développement, caractérisée par une très forte proportion de produits bruts et notamment de céréales, montre aussi qu'il ne faut pas escompter de la part de ces pays une importante demande de produits élaborés et coûteux tels que des produits laitiers, des boissons ou de la viande, à l'exception toutefois des quelques pays toujours cités du Moyen-Orient ou de l'Amérique latine qui sortent de la pauvreté.

— La part que tient la France sur le marché des pays en développement est encore très faible : 14 % seulement du total de nos exportations de produits alimentaires étaient dirigés vers ces pays en 1973. Bien que l'Afrique soit encore une destination privilégiée, la caractéristique de nos exportations alimentaires est leur très grande dispersion à travers le monde et aussi leur très grande fluctuation d'une année à l'autre. Au total, on est frappé par la fragilité et la faiblesse de nos courants d'échange si on les compare avec ceux des USA, notre premier concurrent dans l'ensemble du monde en développement.

Au terme de cette analyse il paraît que, à moins de miracle économique ou encore de politique internationale d'aide active, le monde en développement (à quelques exceptions près) reste un monde de pauvreté ; de ce fait, il ne peut être considéré comme un marché d'avenir.